

Cote du document: EB 2011/103/R.24
Point de l'ordre du jour: 9 c)
Date: 10 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don du FIDA, et proposition de prêt dans le cadre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, à la République populaire du Bangladesh pour le

Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor*

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2069
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

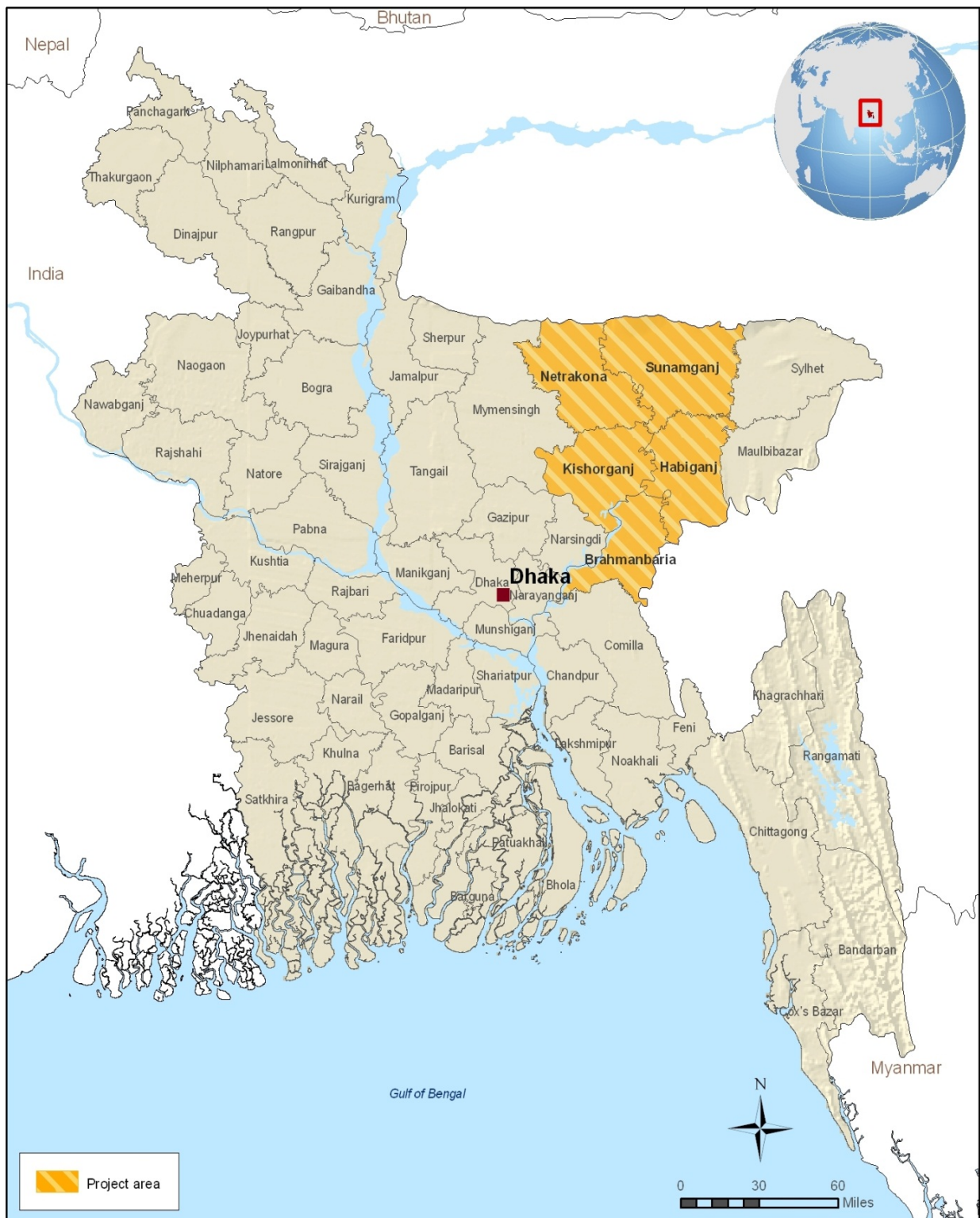
Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les <i>haor</i>	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (excerpt) (Cadre logique) (extrait)	2

Carte de la zone du Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les haor



6-6-2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire du Bangladesh

Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor*

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Département du génie de l'administration locale (sous l'égide du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives)
Coût total du projet:	118,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	34,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 55,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	630 000 DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancement:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)
Montant du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	21,4 millions d'EUR (équivalant approximativement à 30,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur:	32,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	En nature
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor*, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Proposition de prêts et de don à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor*

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le Bassin des *haor*, au nord-est du Bangladesh, est une dépression tectonique; en conséquence, il est sujet chaque année à de graves inondations, ce qui rend les moyens de subsistance extrêmement vulnérables et limite les possibilités de croissance de la production agricole et des entreprises rurales. Il n'est pas surprenant que le Bassin des *haor* soit l'une des régions les plus pauvres du Bangladesh. L'insuffisance du réseau de communications n'incite guère à accroître la production; elle freine la croissance rurale et limite l'accès aux marchés, à l'emploi et aux services d'éducation et de santé. Durant la saison des pluies, les terres agricoles sont complètement inondées pendant six mois, et de fortes vagues peuvent balayer les terres et menacer les villages. La protection des villages contre les inondations, la bonne gestion des ressources halieutiques et la sauvegarde des moyens de subsistance, fondés sur l'agriculture et l'élevage, sont les mesures essentielles dont ont besoin les ménages ruraux pauvres du Bassin des *haor*.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République populaire du Bangladesh un prêt d'un montant de 34,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 55,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 630 000 DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD), pour contribuer au financement du Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor*. En outre, un prêt de 21,4 millions d'EUR (équivalant approximativement à 30,0 millions d'USD) sera accordé par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) à des conditions particulièrement favorables.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Bangladesh au titre du SAFP est de 105,0 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le projet utilisera la totalité du solde de cette allocation.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La capacité du Gouvernement bangladais à assurer le service de sa dette extérieure est satisfaisante et le bilan du gouvernement en matière de remboursement des prêts du FIDA est excellent.

Flux de fonds

5. Le prêt et le don du FIDA et le prêt du Fonds fiduciaire espagnol seront déposés sur des comptes, libellés en dollars des États-Unis et en euros respectivement, ouverts à cet effet par le Ministère des finances. Les fonds seront transférés de ces comptes sur les comptes d'exploitation administrés par l'unité de gestion du projet.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues pour améliorer la gouvernance: i) la transparence, moyennant la diffusion publique de l'information et l'ouverture des processus décisionnels; ii) la justification de l'emploi des fonds; et iii) la participation, les populations ayant un droit de regard sur les décisions qui pourraient les concerner.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

9. Le groupe cible du projet comprendra: i) les ménages pauvres du Bassin des *haor*; les ménages de paysans cultivant moins de 2,5 acres (1,01 hectare) de terres; iii) les ménages de pêcheurs artisanaux; iv) les femmes des ménages pauvres; et v) les petits commerçants et intermédiaires commerciaux. Ce groupe cible rentre dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et de la politique du FIDA en matière de ciblage.

Méthode de ciblage

10. La méthode de ciblage du projet prévoit: i) un ciblage géographique; ii) un ciblage des ménages; et iii) un ciblage individuel. Des critères de sélection spécifiques ont été définis pour chaque composante, afin de garantir que les ressources du projet profitent aux plus vulnérables et d'optimiser leur impact sur la pauvreté et la vulnérabilité.

Participation

11. Le projet met l'accent sur les ateliers de planification participative, la participation des *union parishads* (administrations locales) à la sélection des ouvrages à réaliser et leur engagement à fournir des fonds pour l'entretien, et le recours aussi bien à des entrepreneurs professionnels qu'à des sociétés fondées sur des contrats de travail collectifs pour la construction des routes villageoises. L'approche adoptée pour la gestion des ressources communautaires est également pleinement participative.

D. Objectifs de développement**Objectifs clés**

12. L'objectif général du projet est de lutter contre la pauvreté dans le Bassin des *haor*. L'objectif de développement est d'améliorer le niveau de vie et de réduire la vulnérabilité des populations pauvres.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet soutiendra les principales directives gouvernementales suivantes, qui sont axées sur le développement du Bassin des *haor*: i) le Plan de développement des *haor*, qui est actuellement élaboré par le Conseil du développement des *haor* et des zones humides du Bangladesh; ii) la nouvelle politique du Ministère de l'aménagement du territoire concernant la location de plans d'eau publics; et iii) le Plan d'action et la Stratégie du Bangladesh en matière de changement climatique (2009).

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet est aligné sur le COSOP et sur le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, ainsi que sur les principes généraux suivants: i) une conception soucieuse d'égalité entre les sexes, prévoyant l'élargissement de l'accès des femmes aux actifs; ii) un ciblage reposant sur la sélection et le suivi du groupe cible par composante; iii) une stratégie en matière de changement climatique fondée sur la promotion de moyens de subsistance résistant aux aléas climatiques; et iv) la reproduction à plus grande échelle des accords de gestion et de location relatifs aux *beels* (plans d'eau) par les familles de pêcheurs pauvres.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est compatible avec le Plan perspectif général 2010-2021 établi par le gouvernement et se réfère au prochain Sixième Plan quinquennal. Sa conception tient compte des priorités nationales, à savoir la promotion de la production agricole et animale afin d'assurer la sécurité alimentaire, la création de revenus et l'emploi des femmes et des hommes. Il est également conforme aux politiques gouvernementales relatives à la location de plans d'eau de propriété commune pour les pêcheries communautaires.

Harmonisation avec les partenaires de développement

16. Le projet complétera les activités financées par d'autres donateurs, telles que le développement de l'infrastructure appuyé par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'Agence japonaise de coopération internationale. Il tirera parti de l'appui en matière de capacités et des subventions globales apportés par la Banque mondiale aux administrations locales, et utilisera ces subventions pour l'entretien des infrastructures. Le projet s'inspirera des innovations couronnées de succès des projets financés par la Direction du développement et de la coopération de la Suisse, le Ministère du développement international et l'Union européenne.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend cinq composantes: i) infrastructures de communications; ii) infrastructures communautaires; iii) gestion des ressources communautaires; iv) protection des moyens de subsistance; et v) gestion du projet.

Catégories de dépenses

18. Il y a sept catégories de dépenses: i) travaux de génie civil (73,5%); ii) véhicules et équipement (1,1%); iii) assistance technique, études, formation et ateliers (6,7%); iv) acquisition de terres (0,5%); v) salaires et indemnités (13,1%); vi) exploitation et entretien des infrastructures (1,9%); et vii) dépenses de fonctionnement (3,2%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. L'organisme d'exécution est le Département du génie de l'administration locale (sous l'égide du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives). Parmi les autres partenaires figurent le Ministère de l'agriculture (Département de la vulgarisation agricole), de la pêche et de l'élevage, et le Ministère de l'aménagement du territoire.

Responsabilités en matière d'exécution

20. La responsabilité globale du projet incombera au Département du génie de l'administration locale, selon les directives générales d'un comité de pilotage interministériel du projet, dirigé par le Secrétaire de la Division de l'administration locale du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives. Un comité d'examen de l'état d'avancement, chargé de superviser et

de faciliter l'exécution, sera constitué dans chaque district et *upazila* (sous-district). Des unités de gestion du projet spécialisées seront créées dans le cadre des structures existantes du Département du génie de l'administration locale à Dacca, dans 5 districts et 14 sous-districts. Elles seront chargées de la mise en œuvre et du suivi de toutes les activités. Le projet mettra à contribution les *union parishads* pour mobiliser les communautés et organiser des ateliers de planification.

Rôle de l'assistance technique

21. Le Centre mondial des ressources halieutiques continuera de surveiller la gestion des ressources collectives, dans le cadre de l'accord conclu avec le projet dans le district de Sunamganj.

Situation des principaux accords d'exécution

22. L'exécution du projet sera régie par l'accord de financement conclu avec le FIDA. Une version préliminaire du manuel d'exécution du projet a été préparée.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 118,0 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (47,4%), le Fonds fiduciaire espagnol (25,2%) et le gouvernement (27,4%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Dans cinq districts, comptant au total environ 688 000 ménages, le projet offrira aux populations rurales pauvres la possibilité de bénéficier d'une infrastructure et de débouchés économiques meilleurs. Concrètement, il associera une infrastructure routière, l'accès aux ressources naturelles, le renforcement des capacités, et une technologie et des marchés améliorés. Une meilleure infrastructure permettra de réduire la durée et le coût du transport, avec parallèlement un accroissement du volume des marchandises commercialisées. Le projet favorisera l'augmentation du rendement de la pêche et de la biodiversité halieutique dans les plans d'eau; il améliorera la productivité des petites exploitations et réduira leur vulnérabilité face à des conditions météorologiques défavorables. Les femmes démunies trouveront un emploi dans les sociétés à contrat collectif chargées des infrastructures, et bénéficieront par la suite d'une aide pour leurs activités économiques. Une meilleure infrastructure facilitera l'accès aux centres de santé et aux écoles.

Viabilité économique et financière

25. Le taux interne de rentabilité économique du scénario de base est estimé à 23%. Ce taux est suffisamment robuste: il tomberait à 15,9% si les avantages diminuaient de 20%, et à 12,5% s'ils étaient différés de deux ans.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Les activités de gestion des savoirs mettront à profit les résultats du projet afin de tirer des enseignements et de diffuser les données d'expérience. Un fonctionnaire spécialisé chargé du suivi et de la gestion des savoirs sera recruté dans chacun des cinq districts participant au projet. Les outils relatifs aux savoirs comprennent les bulletins, les visites d'échange et la diffusion d'informations essentielles sur les sites web des agences. La participation aux forums axés sur les savoirs, comme le forum sur le développement des marchés ayant son siège au Bangladesh, favorisera une large diffusion. La participation du Centre mondial des ressources halieutiques permettra d'établir un lien entre le projet et les milieux universitaires.

Innovations en matière de développement

27. Le projet peaufinera les innovations techniques concernant les infrastructures, telles que le concept de barrage routier et des conceptions appropriées pour les ouvrages de protection villageois contre les inondations. Il facilitera l'adoption de techniques innovantes dans le domaine de la pêche, telles que l'élevage en cage, et de

technologies de traitement. Les autres innovations à mettre à l'essai comprennent la culture en couches multiples et les jardins flottants.

Approche d'élargissement

28. Le projet mettra à profit les éléments couronnés de succès du Projet de gestion communautaire des ressources dans le district de Sunamganj, financé par le FIDA et mis en œuvre dans un des districts des *haor*. Il promouvra les principales activités d'autres projets, telles que: i) le recours à des sociétés à contrat de travail collectif pour la construction des routes villageoises; ii) le renforcement de la gestion communautaire des plans d'eau; et iii) l'expansion des marchés et des zones qui y sont réservées aux femmes.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Deux principaux risques pèsent sur le projet: i) une catastrophe naturelle majeure comme peut l'être un cyclone; et ii) une forte augmentation du prix du riz. On sait que le Bangladesh est très vulnérable au changement climatique et que la zone du projet est exposée chaque année à des inondations très étendues. Le projet y fera face en offrant des mécanismes d'adaptation, moyennant la construction d'infrastructures résistantes aux aléas climatiques et la protection des moyens de subsistance. Les prix des denrées alimentaires dépendent essentiellement de l'économie mondiale. Le gouvernement cherche à amortir les fluctuations des prix à l'aide de mesures budgétaires, notamment des subventions aux prix. Le projet fera face aux risques en soutenant la productivité et la capacité d'adaptation pour ce qui est de la production rizicole, tout en offrant aux agriculteurs la possibilité de diversifier leurs moyens de subsistance.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation sociale et environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B. Ses effets probables sur l'environnement sont limités et ne suscitent guère de préoccupations. Peu d'entre eux, voire aucun, sont irréversibles et des mesures correctives ont été prévues.

K. Durabilité

31. Dans le cadre de la stratégie de retrait du projet: i) le Département du génie de l'administration locale assumera la responsabilité de l'entretien des routes au niveau des unions et des *upazila*, les *union parishads* étant chargées de l'entretien des routes villageoises; ii) les membres des communautés et les ménages, à titre individuel, entretiendront les ouvrages de protection villageois; iii) les comités de gestion des marchés entretiendront les marchés ruraux; iv) les groupes d'utilisateurs des *beels* qui se sont organisés en coopératives immatriculées continueront de gérer les plans d'eau, dans le cadre de contrats de location de longue durée; et v) le secteur privé aura pour rôle de développer la vente de la production agricole.
32. Les *union parishads* financeront l'entretien des infrastructures au moyen de leurs recettes fiscales ou grâce à des subventions globales. L'entretien des marchés sera financé par les revenus tirés de la location des marchés. Les groupes d'utilisateurs des *beels* seront autonomes sur le plan financier, tout comme les prestataires de services locaux mis en place par les projets au niveau des sous-secteurs. Le projet ne fournira aucun intrant subventionné.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.

34. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trente-quatre millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (34 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à six cent trente mille droits de tirage spéciaux (630 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité d'administrateur, fera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt et un millions quatre cent mille euros (21 400 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"HAOR Infrastructure and Livelihood Improvement Project (HILIP)"

(Negotiations concluded on 27 July 2011)

IFAD Loan Number: [click and insert number]

IFAD Grant Number: [click and insert number]

Trust Loan Number: [click and insert number]

Project Title: HAOR Infrastructure and Livelihood Improvement Project (HILIP)
(the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Spanish Food Security Co-financing Facility Trust Fund (the "Trust")

and

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Fund has agreed to extend a loan and a grant to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS the Executive Board of the Fund, at its 100th Session, approved the establishment of the Trust and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee of the Trust, enters into a borrowing agreement with the Kingdom of Spain (Spain);

WHEREAS Spain and the Fund, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010; and

WHEREAS on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Trust Loan to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purpose of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant and the Trust shall provide a Trust Loan to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. (a) The amount of the IFAD Loan is thirty four million four hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 34 450 000).

(b) The amount of the IFAD Grant is six hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 630 000).

(c) The amount of the Trust Loan is twenty one million four hundred thousand Euro (EUR 21 400 000).

2. The IFAD Loan is granted on highly concessional terms.

3. The Trust Loan is granted on highly concessional terms.

4. (a) The Loan Service Payment Currency for the IFAD Loan shall be United States dollar (USD).

(b) The Loan Service Payment Currency for the Trust Loan shall be Euro.

5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

6. The Borrower/Recipient shall repay the outstanding principal amount of the IFAD Loan in sixty (60) equal semi-annual instalments of SDR 574 167, payable on each 1 March and 1 September, beginning on 1 March 2022 and ending on 1 September 2051, in the Loan Service Payment Currency of the IFAD Loan. The service charge shall also be payable on each 1 March and 1 September.

7. The Borrower/Recipient shall repay the outstanding principal amount of the Trust Loan in sixty (60) equal semi-annual instalments of EUR 356 667, payable on each 1 March and 1 September, beginning on 1 March 2022 and ending on 1 September 2051, in the Loan Service Payment Currency of the Trust Loan. The service charge shall also be payable on each 1 March and 1 September.

8. There shall be three (3) designated accounts (collectively referred to as the "Designated Accounts"), opened in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions by the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, for receiving and holding the IFAD Loan proceeds in USD, the IFAD Grant in USD and the Trust Loan proceeds in Euro, respectively. The Designated Accounts shall be operated by the Project Director and shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower/Recipient and accepted by the Fund.

9. There shall be one (1) project account (the "Project Account") opened by the Lead Project Agency in a bank acceptable to the Fund to receive and hold financing transferred from the Designated Accounts. There shall be ten (10) district project accounts (collectively referred to as the "District Project Accounts"), two (2) in each of the five (5) Haor Districts in the Project Area defined in paragraph 1 of Schedule 1 hereto. The District Project Accounts shall be opened by the Lead Project Agency at the district level in a bank acceptable to the Fund to receive and hold financing transferred from the Project Account.

10. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of thirty two million United States dollars (USD 32 000 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Local Government Engineering Department (the "LGED") of the Borrower/Recipient's Ministry of Local Government, Rural Development and Cooperatives.

2. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan will be administered by the Fund. The Project will be supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals under this Agreement:

- (a) The Project Director referred to in paragraph 7 of Schedule 1 hereto has been removed from the Project without the prior concurrence of the Fund.
- (b) The Project Implementation Manual (the "PIM") defined in paragraph 14 of Schedule 1 hereto is not approved by the Fund within twelve (12) months of the entry into force of this Agreement.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Designated Accounts referred to in paragraph 8 Section B hereof shall have been duly opened.
- (b) The Project Account and the District Project Accounts referred to in paragraph 9 Section B hereof shall have been duly opened by the Lead Project Agency.
- (c) The Project Director shall have been duly recruited by the Lead Project Agency.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Spanish Food Security
Co-Financing Facility Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Spanish Food Security Co-Financing Facility
Trust Fund
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund
[insert name and title]

For the Borrower/Recipient
[insert name and title]

For the Spanish Food Security
Co-Financing Facility Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Spanish Food Security Co-Financing Facility
Trust Fund

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall be implemented in five (5) Haor Districts of Netrakona, Habiganj, Brahmanbaria, Kishorganj and Sunamganj (the "Project Area"). The Project shall benefit mainly: (i) the poor households living in the Haor basin; (ii) smallholder farming households with less than 2.5 acres of land; (iii) small fishing households deriving a major share of their income from fishing; (iv) women from poor households; and (v) small traders and market intermediaries in local markets.
2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to the reduction of poverty in the Haor Basin.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to improve the living standards and reduce the vulnerability of the poor by promoting: (i) enhanced access to markets, livelihood opportunities and social services; (ii) enhanced village mobility, reduction in production losses and protection against extreme weather events; (iii) enhanced access to fishery resources and conservation of biodiversity; (iv) enhanced production, diversification and marketing of crop and livestock products; and (v) efficient, cost effective and equitable use of Project resources by stakeholders.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

(a) Component 1: Communication Infrastructures

Through this Component, the Project shall develop rural communication infrastructures to contribute to poverty reduction by reducing journey time, lowering transport costs and easing access to a wide range of opportunities. This Component shall therefore build Upazila and union roads, including submersible roads, as well as boat landing stages, bridges and culvert. The construction of the roads shall be conducted by the Local Government Engineering Department (the "LGED"). The Borrower/Recipient shall bear the responsibility of maintenance to ensure the durability of the communication infrastructures built by the Project.

(b) Component 2: Community Infrastructures

Under this Component, the Project shall develop community infrastructures to enhance mobility, protect villages and markets from wave erosion and encourage rural growth. This Component shall include, *inter alia*, the following activities: (i) the construction, in collaboration with the communities, of flood resistant village roads; (ii) the construction of protective barriers to prevent wave erosion in villages and village markets; (iii) the construction of open sheds, platform and women's markets; (iv) the development of informal market collection centers where the producers may sell their crops and other products to wholesalers; and (v) funding of pilot schemes for innovation in rural infrastructure as well as for engineering and economic studies on infrastructure design, construction, maintenance and impact. The Borrower/Recipient shall bear the responsibility of maintenance to ensure the durability of the community infrastructures built by the Project.

(c) Component 3: Community Resource Management

The objective of this Component is to improve the livelihood of poor rural households engaged in fishing by improving their access to fish resources and increasing the fish production and the fish species in water bodies or Jalmohals in the Project Area. This objective shall be attained by scaling up the positive experience under the Sunamganj Community-Based Resource Management Project (SCBRMP) as provided in the Project Loan Agreement (Loan No. 567-BD) dated 14 November 2001 between the Parties. Furthermore, the Project shall strengthen the institutional arrangements of the Beel User Groups (the "BUGs") formed under the SCBRMP and employ local people as community development facilitators to monitor and support the BUGs. The Project shall also seek to bring additional water bodies under community management on the terms and conditions similar in substance to those adopted in the SCBRMP. The Borrower/Recipient shall also make appropriate arrangements for the continuation of the leases for the water bodies covered by the SCBRMP. To improve the productivity and biodiversity of the water bodies managed by the BUGs, this Component shall include, *inter alia*, the following activities: (i) the excavation work in the beels managed by the BUGs; (ii) the plantation of swamp forest trees on land around beels; (iii) the establishment of fish sanctuaries; (iv) the demarcation of beels with concrete pillars; (v) the support for local Department of Fisheries offices to publicise and enforce fishery regulations; and (vi) the re-excavation of canals. The Project shall finance technical assistance to fulfil the task of monitoring of biodiversity and fish production.

(d) Component 4: Livelihood Protection

The objective of this Component is to enhance production, diversification and marketing of crop and livestock products, by developing the capacity of smallholder producers to participate in selected market-based value chains as well as by establishing and supporting market-based institutions. The activities of this Component shall primarily revolve around three sectors, namely field crops and high value horticulture, livestock and poultry, and fisheries. For the field crops and high value agriculture sector, the Project will support the following activities: (i) training and demonstrations; (ii) the development of seeds production initiatives; and (iii) the organisation of market-based farmer's associations. For the livestock and poultry sector, the Project will support the following activities: (i) the provision of training, equipment and initial funding for health services; and (ii) the introduction of improved animal breeds. For the fisheries sector, the Project shall conduct pilot tests for new fishery technologies and shall also improve the processing and packaging techniques. In addition to the work in these specific sectors, this Component shall support different market institutions through assistance and training.

(e) Component 5: Project Management

This Component shall afford the incremental costs of Project Management incurred by LGED as well as for the following elements related to Project management: (i) equipment, vehicles and furniture; (ii) staff salaries and the cost for short term specialists and technical expertise; (iii) annual Project planning and other related workshops; and (iv) monitoring and evaluation (M&E), related studies and knowledge management.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Project Agency.* The LGED, in its capacity of Lead Project Agency, shall have the overall responsibility of the Project implementation.
6. *Inter-ministerial Project Steering Committee.* The Project will be under the overall guidance of the Inter-ministerial Project Steering Committee (the "IMSC") headed by the Secretary of the Local Government Division of the Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives. Its membership shall include, *inter alia*, representatives from the Economic Relations Division in representation of the Ministry of Finance; the Planning Commission; the Implementation, Monitoring and Evaluation Division in representation of the Ministry of Planning; the Ministry of Agriculture; the Ministry of Environment and Forest; the Ministry of Fisheries and Livestock; and the Ministry of Land. The IMSC shall meet at least once annually, and on an *ad hoc* basis as and when necessary. The Project Director as defined below in paragraph 7 shall be the *ex-officio* member-secretary of the IMSC.
7. *Project Management Unit.* The overall responsibility for the management of the Project shall be assumed by a Project Management Unit (the "PMU") set up in the LGED headquarters. The PMU shall include a Monitoring and Evaluation (M&E) Unit. The PMU shall operate under the Project Director. PMU professional staff will be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. The recruitment and removal of the Project Director or other PMU professional staff will be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient.
8. *District Management Unit.* A District Management Unit (the "DMU") shall be established in each of the five (5) selected Districts in the Project Area and shall be responsible for the implementation of the Community Infrastructures, Community Resource Management and Livelihood Protection Components. Each DMU shall be led by a District Project Coordinator (the "DPC") reporting directly to the Project Director. The DPC shall be responsible for the implementation, financial management, coordination, process and impact monitoring, preparation of all the Project reports and oversight of the work related to the Components implemented by the DMU. The DPC shall also support supervision missions, impact monitoring agencies and the internal and external auditors.
9. *LGED District Executive Engineers.* The Communication Infrastructures Component shall be implemented at the district level by the LGED District Executive Engineers (the "XENS"). Monthly meetings shall be arranged by the XENS at the District level to review the progress of Project activities. The DPC and the staff from the DMU shall attend this meeting.
10. *Upazila Management Units.* An Upazila Management Unit (the "UMU") shall be established in each of the Upazilas selected in the Project Area. Their staff will have the responsibility for implementing and monitoring all Project activities in the Community Infrastructures, Community Resource Management and Livelihood Protection Components. The Upazila Engineers will be responsible for the implementation of the Communication Infrastructures Component at the Upazila level and should hold monthly progress review meetings which shall be attended by all UMU staff.
11. *Progress Review Committees.* A Progress Review Committee (the "PRC") shall be established in each of the five (5) selected Districts in the Project Area with the Deputy Commissioner (Head of District Administration) appointed as the Chairperson. The PRC shall support the implementation of the Project, oversee implementation progress and provide guidance and assistance where required. Representatives of the Departments of agricultural extension, fisheries, and livestock services will be members of these

committees. The XEN shall act as the PRC secretary and arrange for semi-annual review meetings. Similarly an Upazila Progress Review Committee will be established in each selected Upazila and headed by the concerned Upazila Chairman, with the concerned line ministries at the Upazila level and the Upazila Nirbahi Officer (UNO) as its members. The Upazila Engineer will be appointed as its secretary and organize quarterly review meetings to assess Project progress.

12. *Annual Work Plan and Budget.* The Annual Workplan and Budget (AWPB) including the procurement plan of the Project shall be approved by the IMSC prior to the submission for the Fund's approval.

13. *Monitoring and Evaluation.* The M&E Unit shall include a M&E and Knowledge Management (MEK) Officer at the PMU level and five Field District Monitoring Officers at the District level. The M&E Unit shall produce a series of monthly, quarterly and annual reports. The MEK Officer shall be responsible for the inclusion of all M&E activities in the AWPB.

14. *Project Implementation Manual.* The PMU shall prepare the Project Implementation Manual (the "PIM"), and will forward it to the Fund for comments and approval.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of IFAD Loan, IFAD Grant and Trust Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan and the allocation of the amounts of the IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Trust Loan Amount Allocated (expressed in Euro)	Percentage to be Financed
I-A. Civil Works (Communication Infrastructure)	6 580 000		8 430 000	25% of total expenditure by the IFAD Loan and 25% of total expenditure by the Trust Loan
I-B. Civil Works (Community Infrastructure)	10 130 000		12 970 000	45% of total expenditure by the IFAD Loan and 45% of total expenditure by the Trust Loan
II. Vehicles and Equipment	560 000			100% net of taxes
III. Technical Assistance, Studies, Training and Workshops	3 940 000	630 000		100% net of taxes
IV. Salaries & Allowances	8 270 000			100% net of taxes
V. Operating Expenses	1 520 000			70% of total expenditure
Unallocated	3 450 000			
TOTAL	34 450 000	630 000	21 400 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Civil Works (Communication Infrastructure)” means Eligible Expenditures for rural communication infrastructures, including *inter alia* Upazila and union roads, as well as boat landing stages, bridges and culvert.

“Civil Works (Community Infrastructure)” means Eligible Expenditures for community infrastructure, including *inter alia* village roads, protective barriers, village markets, women’s markets, market collection centres, bee development, canal excavations and pilot schemes for innovation in rural infrastructure.

“Vehicles and Equipment” means Eligible Expenditures for vehicles, office equipment, furniture and technical equipment for PMU, DMUs and UMUs.

“Technical Assistance, Studies, Training and Workshops” means Eligible Expenditures for training, studies, monitoring and evaluation, baseline and impact studies, workshops and study tours.

“Technical Assistance, Studies, Training and Workshops” under the IFAD Grant financing means Eligible Expenditures to finance activities for knowledge management, innovation, research and awards.

“Operating Expenses” means Eligible Expenditures for office and vehicle operating costs for PMU, DMUs and UMUs.

“Unallocated” means the amount of the IFAD Loan not allocated to any category of Eligible Expenditures, available for reallocation.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs under Categories II (excluding vehicles), III, IV and V incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal but after the entry into force of this Agreement, shall not exceed an aggregate amount of SDR 1 million.

Key reference documents

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files
COSOP

Logical framework (excerpt)

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Monitoring Mechanism & Information Sources	Assumptions/Risks
A. PROJECT GOAL			
The Project Goal will be to contribute to the reduction of poverty in the Haor Basin. (expected rate of decline in poverty will be at 15%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ No of households reporting improvements in household asset ownership index. (RIMS) ➤ Percentage reduction in the prevalence of child malnutrition. (RIMS) 	Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) of the Bangladesh Bureau of Statistics.	No major natural disasters. Increase in price of rice is a major risk.
B. PROJECT OBJECTIVE			
The Development Objective of the project is to improve living standards and reduce the vulnerability of the poor. The project is expected to directly benefit 115,000 rural poor households.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Increase in incomes of 30% from a range of farm, fishery and non-farm sources disaggregated by gender. 	RIMS surveys at baseline, mid-term and completion. Participatory assessments with target households.	Poor economic performance and slow growth. Inflation
COMPONENT 2: Community Infrastructure			
Outcome 2: Enhanced village mobility, increase in farm production and protection against extreme weather events.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Traffic volume increased by 200%. ➤ Increase in the volume of goods marketed by 100%. 	Road user surveys. Market surveys. Participatory surveys	Slow pace of economic growth.
OUTPUTS: 350 kms of community roads; development of 78 markets, Protection works for 78 villages and protection works for 52 village markets and 90 informal market collection points; 1.4 million women and men employed for construction of schemes.	Km road completed No. villages protected No. of markets improved No. of collection centres established No of women and men employed for construction.	Progress Reports	Damage to roads and flood protection works by floods and wave action. Public procurement policy continues to allow direct procurement of LCS.
COMPONENT 3: Community Resource Management			
Outcome 3: Enhanced access of the poor men and women to sustainable water bodies with increased production capacity and biodiversity.	20,000 fishers with increase in incomes > 50% , by gender (RIMS 2 nd Level) 200 fishing ponds operational after three years (RIMS 2 nd Level).	World Fish Centre & PMU fishery monitoring surveys.	Water lords interfere on lease rights of poor fishers. Transfer of leases to BUGs is not obstructed.
Outputs: 500 Beel User Groups established of which 200 are new with a combined membership of 20,000. 200 sanctuaries established 1000 ha under swamp forestry around the beels 100 km of canals excavated. 2.25 million women and men employed for construction of schemes.	No of Beel User Groups formed or strengthened by gender (RIMS 1 st level). BUGs with women in leadership positions (RIMS 1st level) Water bodies rehabilitated (RIMS 1 st level) No of sanctuaries established. Area under swamp forestry. Km of canal excavated and improved.	Technical design documentation Contractor Reports. Minutes of Scheme Takeover Project Progress Reports.	BUG members not controlled by water lords.
COMPONENT 4: Livelihood Protection			
Outcome 4: Enhanced production, diversification and marketing of crop and livestock produce.	Number of farmers reporting production increase by 30%. Number of farmers adopting recommended technologies by 70%.	MMC surveys. Third Party Surveys. Department of Agriculture Data. Department of Livestock Data.	Seed for improved varieties is available.
Outputs: Strengthened Market Management Committees. 43,186 farmers trained in use of new crop technologies. 40,800 smallholders trained in livestock technologies. 9,100 households trained in fish processing techniques. 1000 employment & enterprise opportunities created.	People trained in crop production practices and technologies. (RIMS 1 st level) People trained in livestock production practices and technologies (RIMS 1 st level) People trained in fish production practices and technologies (RIMS 1 st level)	Project Progress Reports	